



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES  
CEA PARIS-SACLAY  
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

M. Olivier LIMOUSIN

DRF/IRFU/DAP/LSIS

Téléphone : 06 46 47 58 01

olivier.limousin@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Mme Karelle CHRETIEN-HURARD

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01 69 08 54 64

[karelle.chretien-hurard@cea.fr](mailto:karelle.chretien-hurard@cea.fr)

**PRESTATION D'ORGANISATION LOGISTIQUE DE  
LA CONFERENCE INTERNATIONALE NDIP 2026  
QUI AURA LIEU EN FRANCE EN JUIN-JUILLET  
2026**

Référence **projet de marché n° B25-01362-KCH**

Entre

**Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019,

représenté par Monsieur SABATIE, en qualité de Directeur de l'Institut de Recherche sur les lois Fondamentales de l'Univers,

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....

**Ou si groupement**

- La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....
- La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS .....

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

, Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)  
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |  
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

**SOMMAIRE**

ARTICLE 1 - OBJET .....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....	6
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	7
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE .....	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....	7
ARTICLE 8 - QUALITE .....	8
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES .....	8
ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE .....	9
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS .....	9
ARTICLE 12 - REUNIONS .....	10
ARTICLE 13 - RECEPTIONS.....	10
ARTICLE 14 - GARANTIE .....	11
ARTICLE 15 - MONTANT.....	11
ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION .....	12
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT .....	14
ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE .....	14
ARTICLE 19 - PENALITES.....	14
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	16
ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU) .....	19
ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	20
ANNEXE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	21

## **ARTICLE 1 - OBJET**

### **1.1 Dispositions générales**

Le CLO (Comité Local d'Organisation) comprenant deux partenaires (le CNRS et le CEA), a désigné le CEA pour le représenter dans la sélection d'une agence **PCO** (« Professional Congress Organiser »), afin d'aider à l'organisation de la conférence internationale NDIP 2026.

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de la prestation d'organisation logistique de la conférence internationale NDIP 2026 (Nouveaux Développements en Photodétection) qui se déroulera en France, hors région parisienne, sur une durée de 5,5 jours entre le 30 mai 2026 et le 12 juillet 2026.

### **1.2 Unité bénéficiaire**

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF), Institut de Recherche sur les lois Fondamentales de l'Univers (IRFU).

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

**2.1** Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les questions complémentaires du CEA sur la candidature/l'offre du Titulaire réf XXXXXXXX du XXXXXXX
- le dossier de consultation du CEA référencé B25-01362-KCH, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
  - le relevé de questions réponses avant remise des offres réf XXXXX du XXXX (NB : référencer le dernier relevé qui doit être autoporteur)
  - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé NDIP26 du 10/03/2025,
  - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
  - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée .....  
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du ..... (à compléter par le soumissionnaire) et les  
réponses aux questions complémentaires référence XXXX du XXX

- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

### **ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION**

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative :

#### **3.1 Partie forfaitaire**

Les prestations de la partie forfaitaire sont décrites dans les Spécifications Techniques et concernent la gestion de la conférence NDIP 2026 pour **un nombre minimal de 180 participants** comprenant notamment :

- ✓ La location du centre de conférence et restauration,
- ✓ La gestion de la restauration (pot d'accueil, pauses-café, déjeuners, dîner de gala) ainsi que le personnel associé,
- ✓ Les prestations complémentaires (modules de stand, panneaux),
- ✓ La logistique du congrès (conférence, session poster, exposition industrielle),
- ✓ La gestion des flux financiers,
- ✓ L'élaboration du budget global de la conférence,
- ✓ La gestion du site internet, de l'application mobile,
- ✓ Le marketing et la promotion,
- ✓ La gestion financière,
- ✓ La gestion des exposants,
- ✓ La gestion du sponsoring,
- ✓ La gestion des inscriptions,
- ✓ La gestion sur site,
- ✓ L'élaboration des supports de communication,
- ✓ La contractualisation et la coordination de l'ensemble des prestations associées au site,
- ✓ La gestion des programmes sociaux, incluant les visites culturelles et gastronomiques (conformément au cahier des charges),
- ✓ La gestion des transports, la logistique spécifique pour le dîner de gala/pot d'accueil et les visites (conformément au cahier des charges),
- ✓ Le suivi administratif.

#### **3.2 Partie estimative**

Les prestations de la partie estimative se déclinent comme suit :

- des prestations sur bordereau de prix,
- des prestations sur devis préalables.

### 3.2.1 Prestations sur bordereau de prix

Le Titulaire pourra être amené à réaliser les unités d'œuvre suivantes :

N°	Intitulé	Unité d'œuvre	Quantité maximale d'unité d'œuvre
1	1 salle de réunion pouvant accueillir 20 participants	une salle de réunion	1
2	1 module de stand de 9 m <sup>2</sup>	un module supplémentaire	8
3	1 panneau pour poster de 90x120 cm	un panneau supplémentaire	50
4	1 panneau parvis de 2x4m <sup>2</sup>	un panneau supplémentaire	1
5	1 panneau signalétique aux alentours du lieu de conférence	un panneau signalétique	10
6	Inscription d'1 participant supplémentaire	Inscription d'1 participant supplémentaire	120

Ces prestations seront rémunérées sur la base des bordereaux de prix unitaires (BPU) mentionnés à l'article « Montant » du marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par ordre de service (OS) dont le modèle figure en en annexe.

A titre exceptionnel, les Parties peuvent convenir de la création de nouveaux BPU au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des BPU sont de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans le marché initial et/ou s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations,
- le chiffrage des BPU complémentaires est établi sur la base des montants en vigueur et définis contractuellement ou du montant d'une prestation sur devis préalable générée dans le cadre de l'exécution du marché (FDMDP) et ayant un objet similaire,
- le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouveaux BPU sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

### 3.2.2 Prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables portent sur des modifications mineures ou des prestations supplémentaires non couvertes par les Spécifications Techniques que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire dans les conditions définies par le marché.

Le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître :

- le descriptif des prestations à réaliser,
- le nombre de jours ou le nombre d'heures d'intervention par qualification, les taux journaliers ou les taux horaires (conformément aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dont le modèle figure en annexe, adressée au Titulaire et faisant référence au devis présenté.

## **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **4.1 Obligations du Titulaire**

#### **4.1.1 *Obligation générale de moyen « renforcée »***

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens appropriés pour réaliser la prestation qui lui est confiée au titre du présent marché. Pour cela, le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer les prestations objet du présent marché.

Le Titulaire assure l'encadrement du personnel qu'il affecte à l'exécution de la prestation.

Les obligations de moyen à la charge du Titulaire sont dites « renforcées », la charge de la preuve incombant au Titulaire.

#### **4.1.2 *Obligation ponctuelle de résultat***

Le Titulaire souscrit expressément une obligation de résultat portant sur :

- la qualité de la gestion et des livrables placés sous sa responsabilité,
- le respect des échéances fixées.

#### **4.1.3 *Obligation de conseil***

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

### **4.2 Connaissance des lieux et de l'environnement**

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

#### **4.3 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

#### **4.4 Obligations des parties concernant le traitement des données à caractère personnel**

Les clauses, objet de l'annexe intitulée « obligations relatives au traitement de données à caractère personnel » définissent les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel.

### **ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le Titulaire s'engage à privilégier des outils, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2.

Le Titulaire s'engage également à limiter sa consommation de papiers et d'encre.

Le Titulaire s'engage également à la mise en œuvre des moyens et à l'atteinte des résultats définis dans son mémoire environnemental et son offre.

### **ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE**

Le titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

### **ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

#### **7.1 Moyens mis en œuvre par le Titulaire**

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

**7.2 Personnel du Titulaire**

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

**ARTICLE 8 - QUALITE**

Le Titulaire appliquera les règles relatives à la norme ISO 9001 (dernière version en vigueur).

**ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES****9.1 Livrables à remettre**

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques (§3).

**9.2 Validation et support des livrables**

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

**9.3 Format des documents**

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme d'un exemplaire sous format numérique (format .pdf et format natif).

**9.4 Documents CEA**

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

**ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE****10.1 Délais d'exécution****10.1.1 Prestations forfaitaires**

Le Titulaire s'engage à respecter les délais de remise des livrables et d'exécution des prestations mentionnés dans les Spécifications Techniques (§ 3).

**10.1.2 Prestations sur bordereaux de prix**

Le Titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans l'OS.

**10.1.3 Prestations sur devis préalables**

Le Titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans la FDM DP.

**10.2 Durée**

Les prestations pour le séminaire NDP 2026 se dérouleront sur une durée de 5,5 jours entre le 30 mai 2026 et le 12 juillet 2026 (incluant une demi-journée, le samedi, d'installation).

Le présent marché entre en vigueur dès sa signature par les Parties et arrivera à échéance après acceptation par le CEA de l'ensemble des prestations attendues. Plus particulièrement, l'ensemble des missions définies à l'article 3 se déroulera sur toute la durée du présent marché.

**ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Président de la conférence NDIP-CEA	M. LIMOUSIN Olivier	06 46 47 58 01	olivier.limousin@cea.fr
Vice-président de la conférence NDIP-CNRS	J-C VANEL	01 69 33 43 57 06 12 94 06 39	jean-charles.vanel@polytechnique.edu
- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

**A compléter par le soumissionnaire**

L'interlocuteur du Titulaire, désigné ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ce responsable ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes



modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

## **ARTICLE 12 - REUNIONS**

### **12.1 Dispositions générales**

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA ou en visioconférence, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

### **12.2 Réunion de démarrage**

Une réunion de démarrage sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay ou par visioconférence, au plus tard deux semaines après la signature du marché.

### **12.3 Réunions de pilotage**

Les réunions de pilotage de la prestation se tiendront à une fréquence mensuelle en présence d'un responsable hiérarchique du Titulaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement de la prestation (y compris par les éventuels sous-traitants et fournisseurs),
- examen des risques, dérives, points durs, difficultés techniques ou contractuelles rencontrées, proposition de traitement,
- mise à jour du planning (avancement / échéances).

### **12.4 Réunions spécifiques**

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

### **12.5 Compte-rendu**

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

## **ARTICLE 13 - RECEPTIONS**

### **13.1 Réception des prestations forfaitaires**

Les prestations forfaitaires du présent marché feront l'objet d'une réception prononcée après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation et de l'ensemble des livrables durant la période considérée.

### **13.2 Réception des prestations sur bordereaux de prix**

La réception des prestations sur bordereaux de prix sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés.



### 13.3 Réception sur prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables et des livrables associés.

### 13.4 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une refaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

## ARTICLE 14 - GARANTIE

### 14.1 Garantie sur les prestations

La garantie portera sur l'ensemble des prestations, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera suivant les conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Le Titulaire s'engage, pendant un délai d'un an à compter de la réception, à corriger toute erreur de son fait à ses frais, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA.

## ARTICLE 15 - MONTANT

### 15.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

### 15.2 Montant de la partie forfaitaire

Le montant total des prestations forfaitaires, objet du présent marché, est fixé à la somme forfaitaire de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

### 15.3 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereaux de prix sont plafonnées à la somme de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant est estimatif et ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (OS) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des forfaits unitaires et forfaitaires suivants :

N°	Intitulé	€ HT
1	1 salle de réunion pouvant accueillir 20 participants	
2	1 module de stand de 9 m²	
3	1 panneau pour poster de 90x120 cm	
4	1 panneau parvis de 2x4m²	
5	1 panneau signalétique aux alentours du lieu de conférence	
6	inscription d'1 participant supplémentaire	

En cas d'ajout de nouveaux BPU, selon les dispositions de l'article 3 du marché, le montant de ces BPU complémentaires est défini dans le courrier signé contradictoirement par les Parties.

#### 15.4 Prestations sur devis préalable

Le montant des prestations sur devis préalable est plafonné à la somme de ..... € HT  
( ..... HORS TAXES).

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA (FDMDP) et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les devis sont établis sur la base des taux **journaliers** suivants :

- Qualification XXXXX : .... € HT
- Qualification XXXXX : .... € HT

#### **A compléter par le soumissionnaire**

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la demande de la prestation concernée forfaitaire et ferme.

- 15.5** Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'établissement et de relecture, des documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

#### 15.6 Caractère des prix

Les montants visés ci-dessus ont un caractère non révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX 2025 (mois de remise de l'offre).

### **ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION**

#### **16.1 Echéancier de facturation des prestations forfaitaires**

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé par le Titulaire (ou le mandataire du groupement), conformément à l'échéancier suivant :

- 10 % du montant forfaitaire HT et les taxes correspondantes après réception et acceptation par le CEA du compte-rendu de la réunion d'enclenchement.
- 70 % du montant forfaitaire HT et les taxes correspondantes sur facturation trimestrielle correspondant à l'acceptation par le CEA du compte-rendu de chaque réunion d'avancement mensuelle.
- 20 % du montant forfaitaire HT et les taxes correspondantes après réception sans réserve par le CEA de l'ensemble des prestations.

## 16.2 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereaux de prix seront facturées mensuellement à terme échu et toutes taxes incluses, à la réception des prestations réalisées. Elles seront rémunérées selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

## 16.3 Prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque FDMDP, selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

## 16.4 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire **ou le co-traitant** au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n° 4000108XXXX).

### A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

*(à compléter par le soumissionnaire)*

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :



Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

#### 16.5 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

#### ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

#### ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

#### ARTICLE 19 - PENALITES

##### 19.1 Modalités d'application et plafond

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (prestations forfaitaires et prestations hors forfait engagées).

##### 19.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définis dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité en euros hors taxes
Retard dans la remise d'un livrable	100 € HT par heure de retard



Ecart s liés à l'environnement	1 000 € HT par écart
Ecart s liés à la qualité	500 € HT par écart
Ecart s liés à la sécurité	1 500 € HT par écart
Retard dans la remise d'un devis	500 € HT par jour calendaire de retard
Non-respect des délais d'exécution stipulés dans le devis	500 € HT par jour calendaire de retard

Fait à Saclay,  
en deux exemplaires originaux,  
Pour le CEA, le  
Signature :

Pour le Titulaire, le  
Signature :

## **ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE**

### **1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel**

1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,
  - Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégué (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

### **2. Habilitation - Certification**

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

### **3. Accès au Centre**

#### **3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)***

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

#### **3.2 *Liste des employés du Titulaire***

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

#### *Délivrance du badge d'accès*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

##### *Pour le personnel de l'Union Européenne :*

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

##### *Pour le personnel hors Union Européenne :*

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

### **3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire***

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

## **4. *Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire***

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

## 5. Suivi médical

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,
- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le Service de Prévention et de Santé au Travail du CEA (SPST). Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun



de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

**ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX  
OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)**

ORDRE DE SERVICE N° ...					
Marché n° 400108xxxx		Titulaire : .....			
N° UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)	Délais T0* +
Montant total : ..... € HT					
Commentaires : .....					
T0* étant la date de signature de l'OS .....					
.....					
.....					
		CEA			
NOM					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire. Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.



**ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS  
PREALABLE)**

FDMDP N° ...		
Marché n° 400108xxxx .....		Titulaire : .....
Référence de la spécification technique du CEA : .....		Référence du devis du Titulaire : .....
Montant : ..... € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant : ..... ..... .....		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) : ..... .....		
	<b>CEA</b>	<b>TITULAIRE</b>
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

**ANNEXE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES A  
CARACTERE PERSONNEL****1. Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).
- La décision d'exécution (UE) 2021/915 de la Commission européenne en date du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants au titre de l'article 28, paragraphe 7, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil et de l'article 29, paragraphe 7, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil.

**2. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel**

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

Description des opérations réalisées sur les données <sup>1</sup> : Base de données
Finalité(s) du traitement <sup>2</sup> : Gestion des inscriptions à la conférence NDIP
Type de données à caractère personnel traitées <sup>3</sup> : Nom, prénom, fonction/titre, employeur, Université / centre de recherche / entreprise de rattachement, pays, contact : adresse email et téléphone Régime alimentaire
Catégories de personnes concernées <sup>4</sup> : Salariés CEA, ingénieurs / scientifiques internationaux
Autres précisions ou interdictions <sup>5</sup> :

<sup>1</sup> Préciser ce que le prestataire va faire avec les données. Par exemple, pour une prestation d'infogérance : intervention sur les systèmes d'information, maintenance...

<sup>2</sup> Raison pour laquelle les données sont traitées. Par exemple, infogérance, réservation de voyages, gestion des inscriptions à une conférence, organisation et suivi des élections professionnelles ...

<sup>3</sup> Les types de données sont principalement : Etat civil, Vie personnelle, Vie professionnelle, Informations économiques et financières, Données de connexion, N° de sécu, Données biométriques, Données génétiques, Difficultés sociales, Données de santé...

<sup>4</sup> Les catégories de personnes sont principalement : Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, Stagiaires, Clients, Fournisseurs, Visiteurs, Sujets de recherche, Grand public...

<sup>5</sup> Préciser, par exemple, si les données ne sont accessibles que sur site CEA.

RAS
-----

### 3. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA

#### 3.1. Le Titulaire s'engage à :

- a. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la prestation ;
- b. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le CEA. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le CEA de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- c. **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- d. Veiller à ce que **les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- e. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** ;
- f. Aider le CEA à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire :
  - L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
  - L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le CEA ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
  - L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le CEA si le Titulaire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;
  - Les obligations prévues à l'article 32 du règlement européen sur la protection des données.

#### 3.2. **Données sensibles**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux

condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le Titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

### 3.3. ***Sous-traitance ultérieure***

Le Titulaire dispose de l'autorisation générale du CEA pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue (**à fournir par le prestataire ; cf. modèle en fin de clause\***), et pour les activités suivantes : (**lister les activités autorisées**).

Le Titulaire informe spécifiquement par écrit le CEA de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins (préciser la durée) à l'avance, donnant ainsi au CEA suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés. Le Titulaire fournit au CEA les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.

Lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au Titulaire en vertu des présentes clauses. Le Titulaire veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement européen sur la protection des données.

À la demande du CEA, le Titulaire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le Titulaire peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le Titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du CEA, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe le CEA de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles. Le Titulaire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle - dans le cas où le Titulaire a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable - le CEA a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

\* Liste des sous-traitants ultérieurs (à fournir par le prestataire) :

Le CEA a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :		
<b>Sous-traitant 1</b>		
Nom :	.....	
Adresse :	..... ..... .....	
Contact	Nom :	.....
	Fonction :	.....
	Coordonnées :	.....
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) : ..... ..... ..... ..... .....		
<b>Sous-traitant 2</b>		
Nom :	.....	
Adresse :	..... ..... .....	
Contact	Nom :	.....
	Fonction :	.....
	Coordonnées :	.....
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) : ..... ..... ..... ..... .....		

### 3.4. Transferts internationaux

Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le Titulaire n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du CEA ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du règlement européen sur la protection des données.

Le CEA convient que lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement européen sur la protection des données, le Titulaire et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du règlement européen sur la protection des données en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679

le 4 juin 2021 dans une décision d'exécution (UE) 2021/914, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

### **3.5. *Droit d'information des personnes concernées***

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le CEA avant la collecte de données.

### **3.6. *Exercice des droits des personnes***

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le CEA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du CEA et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent marché.

### **3.7. *Notification des violations de données à caractère personnel***

Le Titulaire notifie au CEA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : [dpd@cea.fr](mailto:dpd@cea.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CEA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

#### **3.7.1. *Violation de données en rapport avec des données traitées par le CEA***

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le CEA, le Titulaire prête assistance au CEA :

- Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le CEA en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques);
- Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement européen sur la protection des données, doivent figurer dans la notification du CEA, et inclure, au moins :
  - La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
  - Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
  - Les mesures prises ou les mesures que le CEA propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

- Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement européen sur la protection des données, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère

personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

### 3.7.2. *Violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire*

En cas de violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire, la notification faite au CEA contient au moins :

- Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

### 3.8. **Mesures de sécurité**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Pseudonymisation des données à caractère personnel (si applicable)	<b>NON</b>
Chiffrement des données à caractère personnel	<b>Pas de données personnelles</b>
Moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données	<b>(A compléter par le Titulaire<sup>6</sup>)</b>
Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique	<b>(A compléter par le Titulaire<sup>7</sup>)</b>

<sup>6</sup> Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs)
- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentication-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>)
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux)
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données

<sup>7</sup> Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Stockage sur réseau
- Sauvegardes régulières dans un endroit distinct
- Plan de reprise des données en cas d'incident

Procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité	(A compléter par le Titulaire)
---	--------------------------------

**3.9. Sort des données**

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au CEA sauf instruction différente reçue du CEA. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

**3.10. Délégué à la protection des données**

Le Titulaire communique au CEA **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

**3.11. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CEA comprenant les éléments imposés par le règlement européen sur la protection des données.

**3.12. Documentation**

Le Titulaire met à la disposition du CEA **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CEA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

**4. Obligations du CEA vis-à-vis du Titulaire**

Le CEA s'engage à :

- Fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.